



TAMKINE TRIBUNE

La dépravation silencieuse des données : souveraineté bradée, avenir compromis

Il existe des formes de dépossession que l'histoire reconnaît immédiatement : celles qui passent par la contrainte, la domination visible, la perte brutale de contrôle... Et puis il y a celles, plus insidieuses, que l'on accepte sans résistance, parfois même avec enthousiasme. La question de la donnée appartient à cette seconde catégorie. Nous ne sommes pas dépossédés de nos données : nous les cédon. Nous ne les perdons pas : nous les offrons. Et dans ce geste répété, quotidien, banalisé, se joue peut-être l'une des plus grandes abdications contemporaines.

Car la donnée n'est plus une simple information. Elle est devenue la matière première de notre siècle, le socle sur lequel se construisent les modèles économiques, les stratégies industrielles et les architectures de pouvoir. Elle révèle nos comportements, anticipe nos décisions, influence nos choix, redessine nos trajectoires. Elle ne décrit plus seulement ce que nous sommes : elle contribue à définir ce que nous deviendrons. Et pourtant, cette ressource stratégique, intime, profondément souveraine, circule hors de tout contrôle, hors de toute conscience et hors de toute exigence.

Il faut avoir le courage de nommer les choses avec justesse. Ce que nous vivons aujourd'hui s'apparente à une forme de dépravation silencieuse de la donnée ; non pas dans sa brutalité, mais dans sa logique. Une logique dans laquelle ce qui a le plus de valeur est exposé, fragmenté, livré à des systèmes extérieurs en échange de services immédiats, souvent dérisoires au regard de ce qui est réellement cédé. Nous échangeons notre intimité contre de la fluidité, notre comportement contre de la commodité et notre identité contre de la connectivité. Et ce marché, profondément asymétrique, ne dit jamais son nom.



Nous avons été amenés à croire que nous étions dans un rapport d'usage. Que nous utilisions des plateformes, des applications, des outils. En réalité, ce sont ces systèmes qui nous utilisent. Chaque clic, chaque recherche, chaque interaction alimente des modèles que nous ne comprenons pas, entraîne des algorithmes que nous ne contrôlons pas, et génère une valeur qui nous échappe presque entièrement. Nous ne sommes plus seulement des utilisateurs : nous devenons des sources, des gisements, des flux exploitables. Une ressource vivante, dynamique, continuellement renouvelée.

Dans ce contexte, parler de transformation digitale sans évoquer la souveraineté des données relève d'une incohérence stratégique majeure. Aucune nation ne peut prétendre maîtriser son avenir si elle ne maîtrise pas ce qui alimente désormais toutes les décisions : la donnée. Aucune politique éducative, industrielle ou technologique ne peut être véritablement autonome si les informations qui la nourrissent sont captées, analysées et valorisées ailleurs. La donnée est au XXI^e siècle ce que les ressources naturelles ont été aux siècles précédents ; à une différence fondamentale près : elle ne s'extrait pas du sol, elle s'extrait de nous.

Le paradoxe le plus troublant est ailleurs : nous participons activement à notre propre dépossession. Nous produisons, exposons et cédon, sans jamais interroger la valeur réelle de ce que nous livrons. Nous avons normalisé l'idée que l'accès gratuit justifie la cession implicite, que la facilité compense la perte de contrôle, que l'instantanéité vaut bien quelques concessions. À force, une architecture discrète et profondément structurante de dépendance s'installe.

Il est temps de rompre avec cette naïveté organisée. Protéger la donnée ne relève pas d'un réflexe défensif, mais d'une vision stratégique. Cela suppose de former des citoyens conscients, capables de comprendre ce qu'ils produisent et ce qu'ils cèdent, de bâtir des infrastructures souveraines,



de définir des cadres juridiques clairs et d'assumer des choix politiques courageux. Mais au-delà des outils, c'est avant tout un changement de posture et de mindset qui s'impose : passer de l'exposition à la maîtrise, de l'usage à la conscience, et puis de la passivité à la souveraineté.

Dans cette dynamique, le Maroc a fait le choix de se doter d'un cadre et d'une institution dédiée : la Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP). Son rôle dépasse largement la régulation technique. Elle participe, de manière concrète, à inscrire la donnée dans le champ de la souveraineté nationale, en rappelant que la protection de la vie privée n'est pas un frein au développement, mais une condition de sa crédibilité et de sa durabilité. Il est dès lors naturel que cette exigence dérange. Car encadrer, c'est limiter certaines pratiques. Réguler, c'est introduire de la responsabilité là où l'abandon était devenu confortable. Et cette démarche heurte inévitablement ceux qui prospèrent dans les zones grises de la donnée, ceux pour qui l'absence de règles constitue une opportunité d'exploitation ; autrement dit, les plus enclins à perpétuer cette dépravation silencieuse.

C'est à ce niveau que se mesure la maturité d'un écosystème. Une nation qui choisit de structurer, de réguler et de protéger la donnée qu'elle produit ne freine pas son développement ; elle en garantit la durabilité et en protège l'utilisation. Elle affirme que l'innovation ne peut se faire au détriment de la souveraineté, et que le progrès ne saurait justifier l'abandon.

Car au fond, la question est simple : que sommes-nous prêts à céder pour quelques secondes de confort ? Et jusqu'où irons-nous avant de réaliser que ce que nous avons abandonné n'était pas accessoire, mais essentiel ?

Une nation qui ne protège pas ses données ne perd pas seulement de la valeur. Elle perd sa capacité à décider, à anticiper, à exister pleinement dans un monde où l'information est devenue



pouvoir. Et aucune innovation, aussi sophistiquée soit-elle, ne pourra compenser une souveraineté que l'on a soi-même choisi de brader. Le rôle de la CNDP trouve ici sa clarté et sa pertinence, ainsi que sa centralité.

#Tamkine_together_we_will_succeed

*Tribune by **Dr. Abdelilah Kadili**, President of the Tamkine Foundation*